

OCDE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET
DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES



OECD

ORGANISATION FOR ECONOMIC
CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

C/M(99)12/ANN 10

UNCLASSIFIED / NON CLASSIFIE

CONSEIL AU NIVEAU DES MINISTRES

26-27 MAI 1999

POINT 4

***RECONSTRUCTION ET RENFORCEMENT DES ECONOMIES
DE L'EUROPE DU SUD-EST***

COMMISSION EUROPEENNE

Déclaration

**M. Yves-Thibault de SILGUY
Membre de la Commission Européenne**

⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕ ⊕

COUNCIL AT MINISTERIAL LEVEL

26-27 MAY 1999

ITEM 4

REBUILDING AND STRENGTHENING ECONOMIES IN SOUTHEAST EUROPE

EUROPEAN COMMISSION

Statement

**M. Yves-Thibault de SILGUY
Membre de la Commission Européenne**



SPEAKING NOTE
for Commissioner de Silguy
Ministerial Meeting of the OECD
Paris, 26 May 1999

Crise du Kosovo

Je souhaiterais faire trois remarques, concernant la perspective de la reconstruction économique au Kosovo et dans les pays voisins de la région :

1°) Il n'est pas possible, à ce stade, d'estimer le montant total de l'assistance qui sera nécessaire à la reconstruction.

La situation et les répercussions de la crise varient très significativement d'un pays à l'autre. Une assistance d'un montant considérable a déjà été fournie, ces dernières années, par l'Union européenne et les Etats membres, aux pays les plus affectés par la crise :

- plus de 15 milliards d'euros, sur la période 1991-1998, en tenant compte de l'ensemble des instruments financiers communautaires (assistance technique de Phare, aide humanitaire et aide alimentaire, prêts d'aide à la balance des paiements et prêts de la BEI) ;
- environ 18 milliards d'euros sur la même période, si on y ajoute les interventions de la BERD dans ces pays.

Pourtant, les résultats obtenus ont été maigres, ce qui montre la nécessité d'un meilleur ciblage et d'une coordination renforcée.

2°) *Un dispositif de coordination de l'aide internationale aux pays des Balkans a été mis en place par la Commission et la Banque mondiale, conformément au mandat qui leur avait été donné, le 27 avril dernier, à Washington.*

Il s'agit d'une structure de coordination légère, qui permettra de promouvoir la dimension régionale, tout en assurant une bonne coordination. Cette structure comprend :

- un Comité de pilotage à haut niveau, composé du Directeur Général du FMI, du Président de la Banque mondiale, d'un membre de la Commission et des représentants des principaux donateurs, au niveau ministériel,
- une task-force au niveau technique, qui comprend un représentant de la Banque mondiale et de la Commission et qui travaille en étroite coordination avec le FMI et les principaux donateurs;
- un secrétariat de la task force, qui est déjà en place, avec un représentant de la Banque mondiale et un représentant de la Commission. Il a commencé à travailler à la création d'un site Web, qui constituera une base de données, accessible à tous les donateurs, qui pourront ainsi connaître non seulement les besoins des pays concernés, mais aussi l'état des opérations d'assistance internationale en cours.

Par ailleurs, des réunions conjointes du G24 et du Groupe consultatif de la Banque mondiale ont été organisées, fin avril, pour la Bulgarie et au mois de mai, pour l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine et pour la Bosnie-Herzégovine. Elles ont permis de mieux identifier les besoins de ces pays, notamment en matière d'aide à la balance des paiements, et de réunir d'importantes contributions des donateurs. Une autre réunion a lieu aujourd'hui pour l'Albanie.

3°) L'OCDE est, elle aussi, appelée à jouer un rôle important dans le cadre de ce dispositif de coordination de l'aide internationale.

Par le biais des travaux de son Comité d'aide au développement sur la transition entre la résolution des conflits et l'assistance au développement à plus long terme, l'OCDE peut apporter une contribution importante à la réflexion en cours sur le Kosovo. En effet, dès qu'un règlement de paix aura été atteint, l'aide internationale devra évoluer vers une aide à la reconstruction et à la transition économique.

En outre, l'OCDE peut également contribuer de façon décisive à la stabilité dans la région en mobilisant l'assistance technique de ses experts, notamment pour le soutien au développement institutionnel.

C'est pourquoi je forme le voeu que l'OCDE joue un rôle actif dans l'aide au Kosovo et aux pays voisins des Balkans, dans le cadre du dispositif de coordination de l'aide internationale récemment mis en place.